



# ARSENAL de TOULON

## Et de ses ANTENNES

Toulon, le 25 juin 2020

### MOTION pré-CLR ESID Tln du 25 juin 2020

Monsieur le Directeur de l'ESID Toulon,

Les salariés de l'ESID de Toulon sont venus ce jour déclarer leur refus de voir notre établissement subir une nouvelle déflation de personnel.

Celle-ci est contraire à l'accomplissement et au bon déroulement de nos missions.

Suite à l'annonce de suppression de postes en régie, 60 d'ici 2025 (-40%), vient s'ajouter la suppression de plus de 30 postes (-5%) sur notre périmètre ESID pour la seule année 2020. Ces nouvelles directives, qui émanent de DCSID, sont en totale opposition avec l'engagement pris lors du CTR de juin 2019. A l'occasion de ce comité, il nous était annoncé le doublement d'investissements sur le SID France pour 2025 à effectifs constants.

Il est totalement incompréhensible de voir des postes rayés du REO, suite à des départs en retraite, alors que ces derniers sont sur des emplois dits « cœur de métier », soumis à l'embauche sous statut, et dans des domaines considérés comme opérationnels.

Il est totalement incompréhensible de voir des postes supprimés au REO sous prétexte qu'ils ne sont pas fournis. La mission existe, à nos décideurs de prendre leurs responsabilités pour créer des embauches, via des concours, afin de les pourvoir.

Ces suppressions de postes entraînent une charge de travail supplémentaire pour nos agents présents, qui, souvent, sont déjà bien fournis. Jusqu'à quand tiendront-ils ?

A moins, que la seule ligne directrice suivie par nos décideurs, soit de détruire nos moyens humains de manière à ce que nous ne puissions plus remplir nos missions? Tout cela pour nous amener vers plus d'externalisation, ou pire, coller au décret sorti ce samedi 14 juin qui obligerait les agents de la Fonction Publique à être mis à disposition d'une entreprise privée qui récupérerait nos missions. Ce qui aura pour effets la perte de droits et de protection que leur donne le statut en termes de déroulement de carrière, conditions de travail et autres. Décret qui émane directement de la réforme statutaire de la Fonction Publique qui a pour but de privatiser les agents concernés sans réelles possibilités de retour vers l'étatique.

Le meilleur moyen de tuer son chien est de faire croire qu'il a la rage.  
C'est typiquement ce que nous sommes en train de vivre avec de telles décisions.

Lors de la venue de notre Ministre des Armées, ce lundi 22 juin, la CGT a été reçue par son conseiller social le CGA De Vanssay. A l'occasion de cet échange, ce dernier a évoqué que des réflexions étaient en cours pour tirer les conclusions de la période passée, en termes d'amélioration et de cap à suivre dans notre ministère.

La CGT lui a indiqué qu'au-delà des paroles, seul les actes comptent. Pour croire de telles affirmations, le seul préalable possible est à minima la suspension de toutes réunions de restructurations et une mise en pause des réformes en cours (FP, Chômage, Retraites).

**La CGT, avec les salariés de l'ESID TIn présents ce jour, demande immédiatement :**

**L'arrêt** des suppressions de postes au sein du SID

**L'ouverture d'embauches sous statut Fonctionnaire et OE** pour combler nos postes vacants au REO

**Une embauche sous statut** à chaque départ en retraite ou cessation d'activité

**La suppression des Commissions Locales de Restructuration au profit de Commissions Locales d'Embauches**, nécessaire pour remplir nos missions de service public que l'on doit aux armées

Vous comprendrez très bien, à la lecture de cette motion, que la Commission Locale de Restructuration de l'ESID TIn prévue ce jour, qui en fait n'est qu'une réunion d'information pour les OS sans aucun pouvoir réel de négociation, ne pourra en aucun cas se tenir.

Merci de votre prise en compte

La CGT

